

Ville de London

Mémoire au Comité permanent des finances

CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES DE 2014

Août 2014

[logo]
London
CANADA

INTRODUCTION

La ville de London se réjouit de pouvoir participer aux consultations prébudgétaires de 2014 et, en tant que membre actif de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), elle soutient les positions défendues par la FCM dans ces consultations prébudgétaires.

L'économie régionale du Sud-Ouest de l'Ontario est longue à se remettre du ralentissement économique en comparaison d'autres régions du Canada. Les récents partenariats avec le gouvernement commencent à se faire sentir et l'économie de London se redresse. Le défi reste de faire les investissements nécessaires dans les infrastructures et les programmes de la collectivité afin d'attirer des emplois avec des ressources limitées. La ville partage les objectifs du gouvernement fédéral, à savoir d'accroître la prospérité et les possibilités par des investissements stratégiques dans les infrastructures, la recherche-développement et sa commercialisation, et les aides aux Canadiens vulnérables.

CRÉATION D'EMPLOIS MOYENNANT DES INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES

Devant l'incertitude économique, le gouvernement fédéral a pris décision d'investir dans les infrastructures pour stimuler l'économie. Le programme de relance a porté ses fruits en ceci que le Canada ne s'est pas trouvé confronté au même degré d'incertitude économique que nombre des autres pays membres du G8. Cette décision découlait certes de la crise économique, mais le fait est que les investissements infrastructurels continueront de créer des emplois directs et indirects et d'avoir des retombées considérables pour le gouvernement. Il ne faudrait pas réduire les programmes d'infrastructure au moment même où l'économie montre des signes de redressement, mais au contraire faire des investissements infrastructurels une pièce maîtresse de tout plan destiné à renforcer et à stimuler l'économie. La ville de London salue les mesures prises par le gouvernement fédéral à cet égard : la mesure législative rendant permanent le transfert de la taxe sur l'essence et l'ajout d'un indice pour tenir compte de l'inflation. Elle salue également l'annonce d'un Nouveau Fonds Chantiers Canada (NFCC) doté pour 10 ans. La ville espère en bénéficier et elle demande instamment plus d'investissements dans l'aménagement d'infrastructures pour faire en sorte que le Canada reste compétitif.

Souplesse dans le Nouveau Fonds Chantiers Canada

La ville de London attend que le processus de demande soit ouvert en Ontario pour le volet Infrastructures provinciales-territoriales (VIPT) du NFCC. London, qui est à la recherche de partenariats pour stimuler l'économie, espère que sa stratégie d'aménagement de terrains industriels pourra bénéficier du financement du nouveau programme. London manque de terrains industriels de bonne taille, connectés aux réseaux de services, prêts à bâtir. Depuis quelque temps, les entreprises industrielles choisissent des terrains plus grands pour regrouper leurs activités et prendre de l'expansion. Afin de profiter de possibilités de croissance économique majeures et de répondre aux besoins d'entreprises industrielles éventuelles, London doit proposer plus de terrains industriels. Avec sa stratégie, la ville fera en sorte de disposer d'assez de terrains industriels prêts à aménager et sera la maître d'œuvre de terrains industriels dans des endroits stratégiques de la ville avec des parcelles de tailles différentes, y compris de grandes superficies propres à attirer de grandes industries. La ville sollicite un investissement de 40 millions de dollars du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial, sur cinq ans, afin d'aménager 300 hectares de terrains nouvellement acquis. La ville financera un tiers des aménagements nécessaires, ainsi que l'achat de l'ensemble des terrains.

Le soutien fédéral à cette initiative stimulerait l'économie de London et du Sud-Ouest de l'Ontario. D'après des estimations prudentes, menée à terme, cette initiative créerait 4 000 emplois dans la construction et 4 600 dans l'industrie. Elle générerait aussi pour le palier fédéral 45 millions de dollars par an d'impôt sur les bénéfiques. Cet investissement aurait également des retombées importantes pour la chaîne d'approvisionnement régionale. Ainsi, The Original Cakerie – qui est installée dans une des zones industrielles existantes de London – estime acheter en Ontario pour 30 millions de dollars par an d'intrants agricoles (farine, œufs, crème, fruits et édulcorants). Dr. Oetker – autre entreprise basée à London – devrait acheter environ 11 millions de kilogrammes d'ingrédients de qualité par an aux agriculteurs et fabricants de produits alimentaires de l'Ontario.

Il se peut que, comme tel, ce projet ne soit pas admissible dans le cadre du volet Infrastructures nationales (VIN) du NFCC, malgré son ampleur et son impact économique. Pour ce qui est du VIPT, cette initiative comprendra de nombreux éléments d'infrastructure et la ville espère que le programme sera assez souple pour les financer tous.

Recommandations :

1. Le gouvernement fédéral devrait continuer d'investir beaucoup dans les infrastructures à long terme pour augmenter la compétitivité et stimuler l'économie;
2. Le gouvernement fédéral devrait envisager d'élargir sa définition des projets d'importance nationale aux termes du volet Infrastructures nationales du Fonds Chantiers Canada (FCC);
3. Les nouvelles catégories du VIN et du VIPT devraient être assez souples pour que tous les projets ayant une incidence économique majeure et favorisant la création d'emplois soient pris en considération.
4. Le gouvernement fédéral devrait travailler en collaboration avec la Fédération canadienne des municipalités afin de mettre en place des fonds dédiés pour remédier aux problèmes d'infrastructure qui ne peuvent être réglés dans le cadre du FCC.

Adoption d'une stratégie nationale en matière de transport et de transports en commun

De longs trajets quotidiens – plus de 75 minutes en moyenne dans les plus grandes villes canadiennes – nuisent à la compétitivité économique. D'après la campagne *Cut My Commute* (Raccourcir mon trajet) de la FCM, les longs trajets coûtent au pays environ 10 milliards de dollars par an en activité économique perdue et les retards causés par les bouchons lui coûtent plus de 5 milliards par an. Il s'agit d'un problème national auquel il faut apporter une solution nationale.

La ville de London est propriétaire et exploitante d'infrastructures de transport évaluées à quelque 2,1 milliards de dollars, qu'elle entretient également. Une étude récente de la ville a révélé qu'il lui manque en matière de transport 640 millions de dollars, soit 271 millions en coûts du cycle de vie, 291 millions en coûts liés à la croissance et 78 millions pour la part de projets de transport rapide assumée par la municipalité. Le coût de l'entretien, de l'exploitation, de la transformation et de l'expansion du réseau de transport et de transports en commun de London dépasse les capacités financières des budgets existants et le déficit ne peut être comblé par des emprunts avec le plafonnement actuel de l'endettement de la ville. London, comme d'autres villes, n'a pas les outils de financement nécessaires pour construire un réseau de transport et de transports en commun moderne tout en assurant d'autres services locaux essentiels.

Aux problèmes de transport et de transports en commun dans les villes s'ajoute un problème croissant de lacunes dans le service entre les collectivités. Le gouvernement fédéral doit augmenter le financement et le soutien accordés aux déplacements intercommunautaires.

Les infrastructures de transport et de transports en commun constituent une catégorie admissible dans les programmes d'infrastructure actuels, mais les ressources prévues ne sont pas suffisantes pour remédier aux lacunes majeures dans les transports et financer d'autres infrastructures essentielles. Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent réinvestir une plus grande part de l'impôt qu'ils perçoivent dans les collectivités, dans les infrastructures de transport et de transports en commun.

Recommandation :

5. Le gouvernement fédéral devrait adopter une stratégie nationale en matière de transport et de transports en commun et lui consacrer une enveloppe de 1 milliard de dollars par an.

ACCROÎTRE LA COMPÉTITIVITÉ EN COMMERCIALISANT LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

La ville de London travaille en étroite collaboration avec la Western University et le Fanshawe College. La recherche, l'innovation, la commercialisation et la formation sont essentielles pour augmenter la productivité du Canada et ces deux établissements font leur part. Le financement et les programmes de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (FedDev) aident beaucoup à créer des installations où l'on mène des recherches de pointe et innove à London.

London est partenaire du Consortium pour l'eau du Sud de l'Ontario (CESO), car le London Node est installé dans une centrale municipale d'épuration des eaux usées. Le London Node est maintenant opérationnel et accueille des clients qui veulent essayer leurs nouvelles technologies et mener des recherches sur le traitement des eaux usées. La ville appuie le travail du CESO et encourage vivement FedDev à continuer de financer ces recherches importantes sur les technologies liées à l'eau et leur commercialisation.

En 2013, le conseil municipal de London a approuvé et engagé une enveloppe de 10 millions de dollars pour aider à financer le London Medical Innovation and Commercialization Network (LMICN). Le conseil appuie pleinement la vision du LMICN en tant qu'entreprise interdisciplinaire de classe internationale qui lancera, validera, traduira des recherches et des découvertes médicales pour les commercialiser en solutions de soins de santé prêtes à l'emploi, le tout générant des emplois et des investissements, de la prospérité et une fierté collective. L'ampleur des recherches que peut mener ce réseau dépend d'un partenariat fédéral par l'intermédiaire de FedDev. London encourage le gouvernement fédéral à faire fond sur les atouts de la ville en recherche médicale et à financer cette nouvelle collaboration.

London est un pôle de recherche en fabrication de pointe. Le Fraunhofer Project Centre of Composites Research de la Western University et le Collider Centre for Technology Commercialization, situé dans l'Advanced Manufacturing Park de London, attirent de nouveaux investissements, en plus d'un intérêt accru pour la recherche, avec peut-être de nouveaux emplois à la clé. Le Fanshawe College propose de créer dans ce parc un centre canadien de validation de produits (CCVP). Ce type de centre fait partie intégrante de ce qui encourage l'entrepreneuriat et attire de nouvelles entreprises à London. Il fera également du Fanshawe College et de London une destination encore plus séduisante pour les étudiants, car la formation pratique avec applications accrue qui leur y sera offerte sera unique en Ontario et au Canada. Ce nouveau centre aidera aussi les entreprises de London à prendre de l'expansion et leur permettra de tester leurs produits à l'échelle locale et de passer à l'étape suivante sur le marché. La ville encourage le gouvernement fédéral à appuyer le projet de CCVP du Fanshawe College soumis à FedDev.

La ville de London félicite le gouvernement fédéral de sa récente stratégie d'investissement et de la création d'un Fonds de fabrication de pointe doté de 200 millions de dollars. London demande instamment au gouvernement fédéral de continuer d'investir dans des programmes qui encouragent les partenariats afin d'améliorer la productivité et de permettre aux villes et aux entreprises canadiennes de rivaliser avec leurs concurrentes étrangères. Les programmes et le soutien de FedDev font partie intégrante du redressement économique de London. Le Sud-Ouest de l'Ontario est encore à la traîne par rapport au reste du pays en ce qui concerne les perspectives économiques. London demande donc instamment au gouvernement fédéral d'augmenter le budget de cet organisme important de sorte que des recherches importantes puissent avoir lieu et que des partenariats stratégiques soient en place pour commercialiser les fruits de ces recherches.

Recommandation :

6. Le gouvernement fédéral devrait augmenter le budget des agences de développement économique afin de soutenir davantage la recherche, l'innovation et la commercialisation.

SOUTENIR ET AIDER LES CANADIENS VULNÉRABLES EN INVESTISSANT DANS DES LOGEMENTS ABORDABLES

Un Canadien sur quatre consacre plus de 30 % de son revenu au logement et la Banque du Canada classe actuellement le déséquilibre sur le plan du logement au premier rang des risques intérieurs pour l'économie. Pendant ce temps, des ententes d'exploitation fédérales annuelles relatives au logement abordable portant sur 1,7 milliard de dollars arrivent à expiration et, en Ontario, cela concerne plus de 237 950 ménages et environ 570 millions de dollars de subventions fédérales par an. Le coût d'acquisition d'un logement a augmenté de 37 % en Ontario depuis 2001 et, dans la province, plus de 152 300 familles et personnes sont en attente de logements abordables. De plus, la construction de logements locatifs stagne et 200 000 personnes se retrouvent sans abri chaque année au Canada.

La ville de London a réuni plus de 100 intervenants à London l'hiver dernier afin d'examiner la question importante du logement abordable et de soutenir la campagne *Fix the Housing Crunch* (Régler le problème de logement) de la FCM. Les participants ont parlé avec insistance des effets négatifs de l'expiration des ententes d'exploitation. Globalement, l'abordabilité du logement et la vulnérabilité de nombreuses personnes et familles à cause de l'augmentation des coûts de logement préoccupent beaucoup. Il est clair que les participants soutenaient et encourageaient une approche donnant la priorité au logement, étant donné qu'un des principaux thèmes de discussion portait sur le fait que l'accès à des logements sûrs et abordables était également considéré comme essentiel pour régler plus généralement des problèmes de société tels que la sécurité publique, la pauvreté, l'accès à l'éducation et à l'emploi, et la santé mentale. Le sommet sur le logement s'est conclu par un appel de tous les participants à tous les partis afin qu'ils fassent du logement abordable une de leurs grandes priorités. Les participants et le conseil municipal ont approuvé la campagne de la FCM demandant à tous les gouvernements de s'engager sur un plan à long terme afin d'améliorer l'abordabilité et la prévisibilité du logement, de créer des emplois et de renforcer la compétitivité économique du Canada.

Recommandations :

7. Le gouvernement fédéral devrait réinvestir les ententes fédérales sur le logement arrivant à expiration dans de nouveaux programmes novateurs afin de préserver et de renforcer les options en matière de logement abordable;

8. Pour relancer le secteur du logement locatif, le gouvernement fédéral devrait éliminer les obstacles à l'investissement dans ce type de logement afin de créer plus d'options de logements abordables pour tous les Canadiens;
9. Pour rendre les logements plus abordables et aider la prochaine génération de propriétaires, les investissements et les stratégies devraient être coordonnés entre gouvernements.